

PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE D'INTÉRÊT SUR LE TIBET DU PARLEMENT EUROPÉEN DEPUIS LES ÉLECTIONS

LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE D'INTÉRÊT SUR LE TIBET (« TIBET INTEREST GROUP », TIG) DU PARLEMENT EUROPÉEN DEPUIS LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES S'EST TENUE LE 22 JANVIER À BRUXELLES. ELLE A MONTRÉ LA SOLIDE MOTIVATION DE PLUSIEURS NOUVEAUX MEMBRES, DÉTERMINÉS À SOUTENIR ACTIVEMENT LE PEUPLE TIBÉTAIN AU PARLEMENT.



Quelques-uns des participants à la réunion du groupe d'intérêt sur le Tibet au Parlement européen le 22 janvier 2020.

Cette réunion, qui a rassemblé une quinzaine de membres du Parlement européen ou leurs assistants, ainsi que le représentant du Dalaï-Lama à Bruxelles et l'équipe bruxelloise d'International Campaign for Tibet (ICT), a débuté par une allocution liminaire de l'eurodéputée Molly Scott Cato, membre de longue date du TIG, qui a généreusement accepté de prendre la direction du groupe pendant la période de transition. Elle a souhaité la bienvenue aux participants et présenté certaines des activités menées par le TIG au fil des années, avant d'encourager les membres

à poursuivre leurs travaux. Mme Cato, eurodéputée britannique, quittera bientôt le Parlement, étant donné que son mandat prendra fin le 31 janvier suite au Brexit.

Mme Cato a ensuite donné la parole à l'eurodéputé Mikulas Peksa, qui a été désigné à l'unanimité comme nouveau président du groupe. M. Peksa, eurodéputé des Verts/Alliance libre européenne, issu du Parti pirate tchèque, a expliqué qu'au vu des menaces que représente actuellement

> SUITE PAGE 2



DANS CETTE ÉDITION :

- 1 Première réunion du groupe d'intérêt sur le Tibet du Parlement européen depuis les élections
- 2 Le Dalaï-Lama devrait se réincarner selon les pratiques tibétaines traditionnelles, déclarent des chefs religieux tibétains
- 3 Plus de 30 Tibétains emprisonnés suite à des manifestations à Sersshul
- 4 Interdiction pour les élèves tibétains de participer à des activités religieuses pendant les vacances d'hiver
- 5 Un ancien moine décède après s'être immolé par le feu
- 6 De nouveaux villages et infrastructures de « défense » en construction à la frontière tibétaine
- 7 Le point sur les prisonniers politiques
- 8 Suggestions de lecture
- 9 Événements à venir
- 10 Calendrier 2020 d'ICT: Glimpses into a life of wisdom



INTERNATIONAL
CAMPAIGN
FOR TIBET

ICT EUROPE

Funenpark 1D
1018 AK Amsterdam,
The Netherlands
Phone: +31 (0)20 3308265
Fax: +31 (0)20 3308266
icteurope@savetibet.nl

ICT BRUSSELS

15, rue de la linière
1060 Brussels
Belgium
Phone: +32 (0)2 609 44 10
Fax: +32 (0)2 609 44 32
info@savetibet.eu

ICT GERMANY

Schonhauser Allee 163
10435 Berlin
Germany
Tel.: +49 (0)30 27879086
Fax: +49 (0)30 27879087
info@savetibet.de

ICT

1825 Jefferson Place, NW
Washington, DC 20036
United States of America
Phone: +1 (1) 202-785-1515
Fax: [202] 785-434
info@savetibet.org

LE DALAÏ-LAMA DEVRAIT SE RÉINCARNER SELON LES PRATIQUES TIBÉTAINES TRADITIONNELLES, DÉCLARENT DES CHEFS RELIGIEUX TIBÉTAINS

EN NOVEMBRE DE L'ANNÉE DERNIÈRE, D'ÉMINENTS CHEFS RELIGIEUX TIBÉTAINS ONT ADOPTÉ UNE RÉSOLUTION EN FAVEUR DE LA RÉINCARNATION DU DALAÏ-LAMA SELON LES TRADITIONS TIBÉTAINES. ILS ONT DÉCLARÉ QUE LES TIBÉTAINS N'ACCEPTERAIENT JAMAIS UN DALAÏ-LAMA DÉSIGNÉ PAR LA CHINE.



Le Dalaï-Lama à la fin d'un enseignement à Bodhgaya, dans le Bihar, en Inde, le 6 janvier.
(Photo : Tenzin Choejor)

Cette résolution, présentée lors de la 14^{ème} Conférence religieuse tibétaine — un événement organisé tous les trois ans par l'Administration centrale tibétaine (ACT), qui réunit de grandes figures des principales traditions bouddhiste et bön tibétaines —, indique en outre que seul le Dalaï-Lama a le pouvoir de décider de la manière dont se passera sa réincarnation et qu'aucun gouvernement n'a le droit de s'immiscer dans cette pratique sacrée.

L'actuel Dalaï-Lama est le 14^{ème} de sa lignée. Chaque Dalaï-Lama est reconnu comme étant l'incarnation de ses prédécesseurs et, selon les croyances bouddhistes tibétaines, il est le seul à pouvoir décider de revenir

sur terre après sa mort au bénéfice de l'humanité. Le Dalaï-Lama avait ainsi [déclaré en 2011](#) que les Tibétains et les adeptes du bouddhisme tibétain devraient décider de poursuivre ou non l'institution des Dalaï-Lamas après sa mort.

Malgré cela, la Chine a clairement fait savoir qu'elle prévoyait de nommer son propre successeur au Dalaï-Lama. Il ne fait aucun doute que ce successeur relayera la parole du régime à Pékin, tout comme le fait le Panchen-Lama nommé par la Chine. Ce projet de la Chine constitue une grave violation de la liberté religieuse, mais, au vu de l'immense popularité du Dalaï-Lama à travers le monde, cette nomination pourrait

> SUITE DE LA PAGE 1

le régime autoritaire chinois, le combat des Tibétains pour le respect des droits de l'homme et la liberté est plus pertinent que jamais et le Tibet a toujours résolument besoin du soutien des responsables politiques du monde entier.

Plusieurs eurodéputés ont ensuite réaffirmé leur soutien au peuple tibétain et leur volonté de contribuer activement aux activités du groupe, et Tashi Phuntsok, du Bureau du Tibet, a proposé des événements que le groupe pourrait organiser cette année. Le directeur des affaires européennes d'ICT, Vincent Metten, a lui aussi souhaité la bienvenue aux nouveaux membres du groupe et à son président, et a offert l'aide d'ICT dans le cadre des activités du groupe. Il a souligné que 2020 serait une année importante dans les relations entre l'UE et la Chine. Il a ensuite annoncé que des [journées de lobbying en faveur du Tibet](#) seraient organisées en mars à Bruxelles et a encouragé les eurodéputés à rencontrer les participants.

aussi contribuer aux efforts déployés par le Parti communiste chinois pour exercer son influence dans des pays étrangers et leur nuire.

Heureusement, certains gouvernements ont exprimé leur soutien au droit des Tibétains à choisir leurs propres chefs religieux. Aux États-Unis, un nouveau projet de loi a été présenté au Congrès à l'automne dernier dans ce contexte. Il établit officiellement que la politique américaine sur la succession du Dalaï-Lama est que cette question relève uniquement du Dalaï-Lama et de la communauté bouddhiste tibétaine. Ce projet

> SUITE PAGE 3

> SUITE DE LA PAGE 2

de loi, intitulé [Tibetan Policy and Support Act](#), sanctionnera également les fonctionnaires chinois qui tenteraient de nommer un futur Dalaï-Lama. Dans une communication du 11 novembre au Parlement néerlandais, le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, Stef Blok, a quant à lui déclaré que la position de son gouvernement était qu'«il revient à la communauté religieuse tibétaine de nommer le successeur du Dalaï-Lama».

Et lors d'une réunion de la commission des relations extérieures de la Chambre des Représentants de Belgique le 21 janvier, le ministre belge des Affaires étrangères Philippe Goffin [a déclaré](#): «Concernant la réincarnation du Dalaï-lama en tant que leader religieux et sur base du principe de la liberté de religion, il appartient logiquement à la communauté religieuse tibétaine de désigner son successeur sans interférence

des autorités temporelles.» ICT espère que ces initiatives encourageront d'autres gouvernements à adopter et à exprimer des positions similaires en soutien au droit des communautés bouddhistes tibétaines à choisir, former et installer leurs chefs religieux, tels que les lamas bouddhistes tibétains prééminents comme le Dalaï-Lama, sans ingérence du gouvernement.

PLUS DE 30 TIBÉTAINS EMPRISONNÉS SUITE À DES MANIFESTATIONS À SERSHUL

PLUS DE 30 MOINES ET LAÏCS TIBÉTAINS ONT ÉTÉ EMPRISONNÉS PENDANT DEUX SEMAINES DANS LE CADRE D'UNE CAMPAGNE DE RÉPRESSION VIOLENTE À SERSHUL (EN CHINOIS : SHÍQǔ) DANS L'EST DU TIBET, SUITE À L'ARRESTATION DE SEPT TIBÉTAINS POUR DES MANIFESTATIONS MENÉES EN NOVEMBRE.



La rue principale de Wompo, à Sershul, fin novembre, suite aux manifestations et aux mesures de répression.

Plus de 30 personnes ont été emprisonnées dans le centre de détention de la ville du 21 novembre au 12 décembre environ, selon des informations communiquées récemment par Jampa Yonten, un ancien moine du monastère de Dza Wonpo, qui vit aujourd'hui en exil. Les conditions de détention étaient rudes et les Tibétains n'ont reçu que de la tsampa (farine d'orge grillée) en guise de repas. Selon cette même source, les Tibétains placés en détention ont été soupçonnés par la police pour des raisons telles que la détention d'images du Dalaï-Lama, des contacts avec des Tibétains vivant en dehors du Tibet ou un comportement non coopératif à l'encontre de fonctionnaires. Dans le même temps, des soldats en tenue antiémeute ont procédé à des exercices militaires intimidants dans la ville, qui se situe dans la préfecture autonome tibétaine de Kardze (en chinois : Ganzhi), dans la province du Sichuan. Toujours selon cette source, les habitations

de résidents locaux ont été fouillées et leurs téléphones portables examinés par les autorités, et un nombre inconnu de personnes a été interrogé par la police et des agents de la sécurité publique. Des Tibétains vivant dans cette ville ont également été avertis par des fonctionnaires qu'ils ne pourraient à l'avenir plus participer à aucune activité «politique» – un terme que les autorités utilisent à leur guise.

Ces arrestations font suite au [placement en détention de sept Tibétains dans le sillage de deux manifestations distinctes organisées en novembre pour réclamer l'indépendance du Tibet et le retour du Dalaï-Lama](#). Les campagnes politiques pénibles dont ont fait l'objet les nomades locaux, forcés par le gouvernement chinois à abandonner leur terre et leurs moyens de subsistance, sont à l'origine de ces manifestations. Nombreux sont ceux qui ont également été sommés d'enlever leurs photos du Dalaï-Lama, de les remplacer par des photos de dirigeants chinois et de faire l'éloge du Parti communiste (PCC). Début janvier, les sept Tibétains étaient toujours en détention et leurs familles et amis n'avaient pas obtenu la permission de leur rendre visite.

Selon Jampa Yonten, qui est en contact avec d'autres Tibétains au courant de la situation dans la région, des soldats armés en tenue antiémeute ont procédé à des exercices militaires de dissuasion dans la ville suite aux manifestations. Cette présence militaire plus visible aurait été revue à la baisse après le 12 décembre. Les images reçues de la ville montrent des rues vidées de leurs habitants et la présence de soldats suite à la vague de répression. «On dirait une ville fantôme», a expliqué Jampa Yonten, ajoutant que les habitants avaient peur de sortir de chez eux.

INTERDICTION POUR LES ÉLÈVES TIBÉTAINS DE PARTICIPER À DES ACTIVITÉS RELIGIEUSES PENDANT LES VACANCES D'HIVER

ALORS QUE LES ÉCOLES DE LA CAPITALE TIBÉTAINE DE LHASA FERMAIENT LEURS PORTES POUR LE DÉBUT DES VACANCES D'HIVER CETTE SEMAINE, LES PARENTS D'ÉLÈVES ONT REÇU L'ORDRE DE NE PAS LAISSER LEURS ENFANTS PARTICIPER À DES ACTIVITÉS RELIGIEUSES PENDANT LES VACANCES.

Dans l'un de ces avertissements, daté du 31 décembre 2019 et envoyé par l'école élémentaire Chengguan Haicheng de Lhasa, il est dit aux parents que le ministère de l'Enseignement a décrété que les élèves ne pourraient participer à aucune activité religieuse au cours des vacances d'hiver et que les parents ne pourraient pas les emmener dans des endroits éloignés. Il est précisé que les parents seront tenus pour responsables de toute conséquence du non-respect de ces consignes.

Il avait également été interdit aux enfants de participer à des activités religieuses au Tibet lors des précédentes vacances d'[été](#) et d'[hiver](#) en 2018 et 2019. En outre, Radio Free Asia avait fait savoir en mai 2018 que les autorités chinoises de la ville de Chamdo (en chinois: Changdu) au

Tibet avaient [ordonné aux élèves tibétains et à leurs parents d'éviter tout rassemblement ou festival religieux](#) pendant le mois sacré de Saga Dawa (le quatrième mois qui marque l'anniversaire de la naissance, de l'illumination et de la mort du bouddha), les menaçant de sanctions indéterminées s'ils ne respectaient pas cette interdiction.

International Campaign for Tibet maintient qu'en interdisant aux élèves de participer à des activités religieuses, les autorités chinoises enfreignent des principes fondamentaux de la liberté de religion, tels qu'énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme — à laquelle la Chine a souscrit — et dans la Convention relative aux droits de l'enfant, que la Chine a ratifiée en 1992.

UN ANCIEN MOINE DÉCÈDE À NGABA APRÈS S'ÊTRE IMMOLÉ PAR LE FEU



Une photo de Yonten envoyée par des moines de Kirti en exil, Kanyag Tsering et Lobsang Yeshe.

UN JEUNE EX-MOINE TIBÉTAIN DU MONASTÈRE DE KIRTI EST DÉCÉDÉ APRÈS S'ÊTRE IMMOLÉ PAR LE FEU LE 26 NOVEMBRE DERNIER DANS LA PRÉFECTURE AUTONOME TIBÉTAINE ET QIANG DE NGABA (EN CHINOIS: ABA), DANS LE SICHUAN, DANS LA RÉGION TIBÉTAINE D'AMDO.

Malgré les strictes limitations imposées par les autorités chinoises sur le partage d'informations avec le monde extérieur, des photos sont parvenues à des Tibétains en exil et montrent Yonten, 24 ans, seul et en flammes sur une route quelque part dans la zone pastorale de Me'uruma, à Ngaba, où la vague tibétaine d'immolations a débuté en 2009, lorsque le moine Tapey de Kirti est sorti de son monastère et s'est immolé par le feu.

Depuis lors, 156 Tibétains se sont immolés par le feu au Tibet et en Chine, dont Yonten. Les autorités chinoises ont répondu à cette vague d'immolations par une intensification accablante des mesures de sécurité et le renforcement des politiques et des mesures qui sont à l'origine même de ces actes, telles que les campagnes agressives contre le Dalaï-Lama. Les autorités chinoises s'en sont violemment prises aux familles, aux proches et aux monastères associés aux Tibétains qui se sont immolés, créant ainsi un cercle vicieux caractérisé par une oppression toujours plus forte.

Selon deux moines de Kirti en exil, Kanyag Tsering et Lobsang Yeshe, Yonten a rejoint le monastère de Kirti lorsqu'il était très jeune, pour ensuite revenir à la vie laïque et travailler comme berger.

DE NOUVEAUX VILLAGES ET INFRASTRUCTURES DE « DÉFENSE » EN CONSTRUCTION À LA FRONTIÈRE TIBÉTAINE

LA CHINE A ACCÉLÉRÉ LA CONSTRUCTION DE « VILLAGES DE DÉFENSE DES FRONTIÈRES » AU TIBET CETTE ANNÉE, DANS LE CADRE DU PROJET DE GRANDE ENVERGURE DU PRÉSIDENT XI JINPING QUI VISE À CRÉER UNE « BARRIÈRE DE SÉCURITÉ » SOPHISTIQUÉE ET IMPÉNÉTRABLE ENTRE LE TIBET ET LE MONDE EXTÉRIEUR.



Photo des médias d'État chinois montrant une famille emménageant dans une maison à Demchog, l'un des nouveaux villages « xiaogang » de défense frontaliers, en août 2019.

Lors d'une conférence de presse donnée à Pékin en septembre de l'année dernière, Wu Yingjie, le chef de la Région autonome du Tibet du Parti communiste chinois, a déclaré que « *le Tibet est une région frontalière ethnique particulière* » et qu'il constitue une « *barrière importante pour la sécurité nationale et écologique* ». Les propos de M. Wu reflètent les efforts croissants déployés par les autorités chinoises pour construire des infrastructures et renforcer la militarisation aux frontières du Tibet. Dans ce contexte, le président Xi Jinping avait déclaré lors d'un débat mené à l'occasion de la 12ème Assemblée nationale populaire en mars 2013 : « *Pour bien gouverner le pays, nous devons d'abord bien gérer nos frontières, et pour ce faire, nous devons*

avant tout assurer la stabilité au Tibet. »

Selon le « Plan pour la construction de villages d'aisance dans les zones frontalières de la Région autonome du Tibet (2017-2020) », publié en 2017, plus de 600 villages « d'aisance » (en chinois : xiaokang) frontaliers de défense seront construits. M. Wu (qui dirige également le Comité de défense des frontières de la RAT) a récemment annoncé à ce propos que le projet de construction serait accéléré. Les médias d'État chinois ont indiqué que le plan était de construire 624 de ces villages dans les zones frontalières tibétaines. La majeure partie des villages seront construits dans les zones frontalières clés de Nyingtri (en chinois : Linzhi, également appelée Nyingchi en anglais

par des sources chinoises) — qui borde l'État de l'Arunachal Pradesh en Inde —, de Ngari (en chinois : Ali) et de Shigatse (en chinois : Rikaze). Dans une tentative visant à contrer une « infiltration » par des « forces hostiles », telles que les Tibétains fidèles au Dalaï-Lama, et à garantir le respect des objectifs du PCC, des cadres du parti, payés plus que leurs homologues stationnés ailleurs, seront mutés dans chacun de ces villages. D'intensives sessions d'éducation politique ont déjà été organisées dans les zones frontalières dans le cadre des activités menées pour saper et réduire à néant l'influence du Dalaï-Lama, dont la formation de moines à Nyingtri pour déjouer « les activités d'espionnage du Dalaï-Lama ».

Les médias d'État chinois ont également annoncé la fin de la construction d'un pont et d'un tunnel le mois dernier sur la section d'importance stratégique de la ligne de chemin de fer « Sichuan-Tibet » qui relie Lhassa et Nyingtri, à proximité de la frontière indienne. Malgré les mises en garde des scientifiques, qui redoutent des répercussions désastreuses sur l'environnement, des risques de tremblements de terre et d'autres catastrophes, ce projet est considéré comme une priorité au plus au niveau politique en Chine. Le gouvernement chinois a également annoncé qu'il entamerait la construction de trois nouveaux aéroports dans la RAT en 2019 (en plus des cinq que compte déjà la région).

LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

ANYA SENGDRRA CONDAMNÉ À UNE PEINE DE PRISON



Le nomade et chef de communauté Anya Sengdra, en détention depuis septembre 2018 (voir l'[édition 67 du Tibet Brief de janvier 2019](#)), a été condamné en décembre dernier à sept années de prison. Selon son avocat, il est en mauvaise santé et il fera appel du jugement.

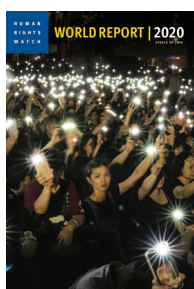
Anya Sengdra, âgé de 47 ans, a été condamné le 6 décembre par le tribunal du comté de Gade (en chinois : Gande) à Golog (en chinois : Guoluo), dans la province du Qinghai, dans la région tibétaine d'Amdo. Il est un fervent militant de la lutte contre la corruption du gouvernement. Il reproche aux fonctionnaires locaux de détourner et d'utiliser à mauvais escient les fonds publics, notamment ceux destinés aux nomades relocalisés, et il a organisé des campagnes contre des activités minières illégales ainsi que contre la chasse et le braconnage d'espèces animales menacées. Suite à son arrestation le 4 septembre 2018, Anya Sengdra a été battu et placé en détention sans accès à un avocat pendant les 48 premières heures. Sa femme et les autres membres de sa famille n'ont pas été autorisés à lui rendre visite. En condamnant Anya Sengdra, le tribunal a apparemment invoqué la campagne du gouvernement chinois menée à des fins politiques contre les « forces diaboliques » et « sombres ». Bien qu'il s'agisse d'une initiative d'envergure nationale, cette campagne s'est

intensifiée au Tibet, avec un fort accent sur la répression du « séparatisme au nom de la religion » et de la loyauté au Dalaï-Lama.

Lin Qilei, l'avocat d'Anya Sengdra, a déclaré au [service tibétain de Radio Free Asia](#) le 9 décembre que le verdict ne serait pas accepté et qu'ils interjetteraient appel. Il a expliqué qu'il attendait de recevoir le verdict écrit, afin d'examiner le dossier et de décider de la marche à suivre. Conformément au droit chinois, toute personne condamnée a le droit d'interjeter appel dans un délai de dix jours à compter du lendemain de la réception du jugement. M. Lin a également évoqué l'état de santé d'Anya Sengdra, expliquant que sa pression artérielle était élevée et que le traitement médical qui lui était prodigué en détention n'était pas efficace.

International Campaign for Tibet demande une nouvelle fois la libération immédiate d'Anya Sengdra, qui est emprisonné uniquement pour avoir milité pacifiquement contre la corruption et critiqué les politiques du gouvernement.

SUGGESTIONS DE LECTURE



RAPPORT MONDIAL 2020 DE HUMAN RIGHTS WATCH

La Chine représente une « menace existentielle » pour le système international des droits de l'homme, selon Human Rights Watch. Dans le chapitre sur la Chine de son Rapport mondial 2020, l'ONG décrit en détail le vaste État de surveillance créé par le gouvernement chinois en vue d'exercer un contrôle total sur la société,

ainsi que ses violations des droits humains, notamment à Hong Kong, au Xinjiang et au Tibet. Mais ce rapport souligne également la menace que représente le gouvernement chinois du président Xi Jinping pour le système mondial de protection des droits humains. Il met notamment en garde contre l'influence politique croissante de la Chine et les efforts qu'elle déploie pour censurer ses détracteurs à l'étranger. « Elle ne se contente pas de réduire au silence les détracteurs se trouvant sur son territoire, elle s'en prend aussi à pratiquement tout organisme, entreprise, gouvernement ou institution internationale tentant de faire respecter les droits humains ou de demander des comptes à Pékin », a déclaré Kenneth Roth, le directeur exécutif de HRW. En janvier, l'accès à Hong Kong lui a été refusé, alors qu'il prévoyait d'y présenter le rapport de son ONG. Lire le rapport [ici](#).

REPURPOSING DEMOCRACY - THE EUROPEAN PARLIAMENT CHINA FRIENDSHIP CLUSTER

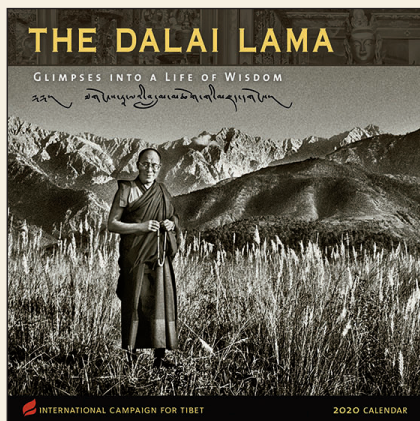
(Redéfinir la démocratie - le cercle des amis de la Chine au Parlement européen), par Jichang Lulu, pour SINOPSIS Le 26 novembre, Sinopsis - un projet tchèque dont l'objectif est d'examiner régulièrement l'évolution de la situation en Chine et ses impacts sur le monde extérieur du point de vue d'observateurs tchèques, chinois et internationaux - a publié un rapport analysant les tactiques d'influence du parti communiste chinois au travers d'une étude de cas sur le « groupe d'amitié EU-Chine » informel au sein du Parlement européen. « Ce groupe fonctionne effectivement comme un relai pour la propagande nationale et extérieure du PCC : en Chine, la présentation de déclarations par ses membres contribue à façonner la perception d'une approbation mondiale du régime de l'État-parti ; à l'étranger il apporte un soutien aux initiatives du PCC au travers de voix crédibles. C'est la première fois qu'un rapport examine de façon systématique le groupe et ses activités, ainsi que ses liens avec un réseau plus vaste d'organisations favorables au PCC, qu'il est préférable d'analyser sous la forme d'un cercle. La description des interactions de ce cercle avec ses agences partenaires dans l'ensemble de la sphère d'influence politique du PCC s'accompagne de brèves descriptions de ces agences, mettant en évidence leur rôle dans d'autres aspects des activités d'influence. » Ce rapport, qui offre un aperçu instructif des liens qui unissent certains membres, groupes et plateformes du Parlement européen et le Parti communiste chinois, est disponible [ici](#).



ÉVÉNEMENTS À VENIR

- **24 FÉVRIER**
Losar (Nouvel An tibétain)
- **24 FÉVRIER – 20 MARS**
43^{ème} session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU
- **MARS**
Journées de lobbying en faveur du Tibet à Washington DC (23-24 mars, [plus d'information ici](#)) et Bruxelles (16-19 mars, [plus d'information ici](#))
- **30-31 MARS**
Sommet UE-Chine à Pékin (date à confirmer)
- **15 AVRIL**
Sommet 17+1 en Chine (date à confirmer)

CALENDRIER 2020 D'ICT : GLIMPSES INTO A LIFE OF WISDOM



Sa Sainteté le Dalai-Lama est né au Tibet en 1935. L'occupation de sa terre natale par la Chine l'a contraint à l'exil en 1959. Arrivé à Dharamsala, une petite ville colline du nord de l'Inde, en tant que réfugié il y a une soixantaine d'années, le Dalai-Lama œuvre au bien-être du peuple tibétain et a peu à peu acquis la stature d'un homme d'État international et d'un guide moral. Ce calendrier est composé de douze photographies prises par le célèbre photographe indien Raghu Rai, qui a suivi de près la vie de Sa Sainteté. Aujourd'hui, le Dalai-Lama, qui a quitté ses fonctions de dirigeant politique tibétain, se consacre à la promotion des valeurs humaines et de l'harmonie religieuse

partout dans le monde, tout en continuant d'attirer l'attention sur le riche héritage culturel bouddhiste tibétain qui, selon lui, a beaucoup à apporter au développement de la civilisation mondiale. Ce calendrier est un hommage que rend International Campaign for Tibet au Dalai-Lama.

EN ACHETANT CE CALENDRIER, VOUS CONTRIBUEZ DIRECTEMENT À L'ACTION D'ICT EN FAVEUR DU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES AU TIBET.

C'EST AUSSI UN BEAU CADEAU À OFFRIR !

Cliquez [ici](#) pour acheter le Calendrier mural 2020 d'ICT: *Glimpses into a life of wisdom* («Regards sur une vie de sagesse»).